

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'OPPORTUNITÉ D'UN BLOCAGE DES PRIX—LA MESURE
PROMULGUÉE PAR LE PRÉSIDENT NIXON

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Maintenant que le président des États-Unis recourt à un nouveau blocage général des prix, le ministre ne juge-t-il pas opportun de suivre le conseil que nous lui donnons depuis des mois et d'agir directement sur les prix dans notre pays?

Des voix: Bravo!

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je trouve la question assez bizarre pour un parti qui veut affranchir sa politique économique de celle des États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce n'est pas la première fois que les États-Unis font l'essai d'une régie, voire d'un blocage des prix et des revenus, ou tentent à nouveau de revenir à ce que le Président appelle la régie sélective obligatoire, qui est en fait, la troisième phase actuelle. Je signale à l'honorable représentant, et je reviendrai là-dessus au cours du débat, que malgré ces efforts, la montée des prix aux États-Unis, depuis le début de l'année, a été beaucoup plus rapide qu'au Canada.

Des voix: Bravo!

Des voix: Non!

M. Diefenbaker: Lisez ce que M. Schultz a dit hier soir.

M. Stanfield: Je savais que le député de Saint-Boniface ne resterait pas tranquille bien longtemps. Je croyais que le ministre s'en tirerait mieux avec la première réponse. Peut-être le pourrait-il avec la seconde.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Posez-moi une meilleure question.

LA PROTECTION DES ACHETEURS ET BÂTISSEURS DE
MAISONS CONTRE LA HAUSSE DES TAUX
HYPOTHÉCAIRES

L'hon. Robert Stanfield (chef de l'opposition): Comme le ministre des Finances compte généralement, selon toute apparence, sur la hausse des taux d'intérêt comme mesure déflationniste, a-t-il un moyen efficace à proposer pour protéger les Canadiens qui vont emprunter pour faire bâtir ou s'acheter une maison, contre la hausse des taux hypothécaires qu'ils devront subir sans cela?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si les taux d'intérêt montent, c'est pour que l'expansion de l'économie se poursuive sans que la masse monétaire s'accroisse indûment. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, mon collègue a un bill à présenter sur les hypothèques domiciliaires, qui permettra entre autres, d'acheminer plus de fonds vers le marché hypothécaire du logement.

[M. l'Orateur.]

L'INFLATION—LE PROGRAMME D'URGENCE DE RÉGIE DES
SALAIRES ET DES PRIX—LA QUESTION DE LA LÉGALITÉ

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances ou au premier ministre. Le gouvernement a-t-il prévu un programme pour la régie éventuelle des salaires et, le cas échéant, le ministre ou le premier ministre va-t-il confirmer les dires du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui trouve tout à fait légal que le gouvernement impose une régie des salaires et des prix?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur...

Des voix: Bravo!

● (1440)

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je me suis rendu compte que je n'ai jamais eu à confirmer une chose dite par mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le ministre peut-il dire si le gouvernement a un programme d'urgence à appliquer immédiatement pour mater l'inflation? A-t-il un programme de contrôle des prix et des salaires basé sur une opinion juridique voulant que le gouvernement fédéral ait ce pouvoir?

M. Turner (Ottawa-Carleton): L'existence d'un tel plan a été dévoilée à la Chambre à diverses occasions par le premier ministre et d'autres membres du gouvernement.

M. Diefenbaker: Inexistant!

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS ET LA RÉDUCTION
DES DROITS D'ENTRÉE SUR LA VIANDE ANNONCÉS PAR
LE PRÉSIDENT NIXON—L'OPPORTUNITÉ DE MESURES
SEMBLABLES AU CANADA

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais poser une question au ministre des Finances et celle-ci n'a rien à voir avec la fausse et illusoire tactique de blocage du président Nixon.

Des voix: Oh, oh!

M. Bell: Proposez un amendement ce soir!

M. Lewis: Cette question concerne plutôt certaines mesures particulières annoncées par le président des États-Unis pour contrôler les exportations de son pays, ce qui, dans certains domaines, aura des répercussions sur l'approvisionnement canadien; je songe aux grains de provenance, et plus particulièrement, à l'annonce d'une réduction des droits de douane sur la viande importée aux États-Unis. Il va de soi que cela pourrait avoir une influence sur nos stocks de viande et se répercuter sur le prix de la viande.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): C'est une partie de la déclaration du président qui m'a particulièrement inquiété. J'ai communiqué avec le ministre de l'Agriculture pour déterminer exactement quelles en seraient les conséquences pour le Canada.